



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE



**Centre  
d'analyse  
stratégique**



# Programme de travail 2011

**ÉCONOMIE - FINANCES**

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

**QUESTIONS SOCIALES**

**TRAVAIL - EMPLOI**

**[www.strategie.gouv.fr](http://www.strategie.gouv.fr)**

Centre d'analyse stratégique - 18, rue de Martignac - 75700 Paris SP 07 - Tél. 01 42 75 60 00 - [strategie@strategie.gouv.fr](mailto:strategie@strategie.gouv.fr)

## Principaux axes

Le Centre d'analyse stratégique (CAS) procèdera à une analyse de l'évolution prévisible des **négociations climatiques** internationales et du devenir des marchés de quotas de CO<sub>2</sub>.

Un travail prospectif sera mené pour identifier les **technologies** qui constitueront les moteurs de la croissance et du développement durable de demain (énergie, bâtiment, transport ; spatial ; nanotechnologies ; biologie synthétique, etc.).

Des analyses seront menées sur les **instruments de régulation** permettant d'enclencher un mode de développement durable : comment révéler le prix de l'externalité carbone, corriger des politiques éventuellement nuisibles à la biodiversité (subventions), gérer les ressources rares (minerais, eau), créer les conditions pour un réseau numérique à très haut débit sur tout le territoire ?

Nous continuerons nos travaux sur l'**évolution des comportements** : apport des sciences comportementales, acceptabilité sociale des nouvelles technologies, notamment.

Quelles sont les conditions nécessaires pour **retrouver la croissance après la crise** ? Nous consacrerons une série de travaux aux "secteurs porteurs" en France, à la politique industrielle, aux stratégies d'innovation (notamment à travers une comparaison France/Allemagne), au capital investissement, ainsi qu'à un bilan des pôles de compétitivité.

Nous nous pencherons également sur les **ressorts de l'internationalisation et de la compétitivité des entreprises** : IDE, transferts de technologies, position de la France en termes de compétitivité coût (notamment par rapport à l'Allemagne).

La question de la **régulation financière après la crise** sera également abordée : quelles sont les conditions d'harmonisation européennes, comment améliorer la coordination des instruments de politique publique, comment aller vers une meilleure efficacité des dépenses publiques en Europe ?

Nous mènerons un exercice de comparaison internationale en matière de **fiscalité des entreprises et du patrimoine**.

Le Centre s'intéressera par ailleurs à l'**ouverture à la concurrence du marché des biens et des services**.

Nous consacrerons un groupe de travail à l'**"Open Data"** (transparence des données des administrations).

Nous produirons une série de travaux sur les conditions de l'amélioration de l'accès au logement.

# PROGRAMME DE TRAVAIL 2011



Le thème de la **famille** sera abordé sous différents angles : accueil du jeune enfant, dispositifs de compensation des charges familiales, aide aux parents, recompositions familiales.

En ce qui concerne la **santé**, nous nous pencherons sur les évolutions technologiques en cours et les incidences qu'elles ne manqueront pas d'avoir sur la recomposition de l'offre et des filières de soins.

Nous éclairerons la réforme de la **dépendance** dans une perspective internationale (prise en charge du risque, organisation de l'aide, attractivité des métiers, nouveaux acteurs).

Nous consacrerons de nombreux travaux à la question du **lien social** : diversité, évolutions de la politique de la ville, cohésion sociale (prévention précoce, participation des habitants), etc.

Le thème de l'**éducation** sera lui aussi abordé sous l'angle international : organisation du système éducatif, question de l'autonomie des établissements, de l'organisation des équipes, de l'autonomie pédagogique ; apprentissage des langues.

En ce qui concerne l'**enseignement supérieur**, le Centre fera notamment le point, dans une perspective internationale, sur les services rendus par les universités. Nous exposerons également les stratégies à mettre en place pour attirer la migration la plus qualifiée et limiter ou tirer le meilleur parti de l'expatriation de nos diplômés. Enfin, en matière de **formation professionnelle**, nous mènerons une étude comparative consacrée aux approches française et allemande de l'apprentissage.

Le groupe de réflexion sur l'**emploi dans 20 ans** exposera ses premières conclusions, tandis que l'exercice de **prospective des métiers et qualifications (PMQ)** poursuivra ses travaux.

Les **problématiques structurelles du marché du travail** seront abordées sous divers angles (notamment une approche internationale du contrat du travail), et nous nous efforcerons de mieux appréhender la réalité de la **segmentation du travail** en France. L'impact de la crise sur le marché du travail sera également étudié.

Nous explorerons les **nouveaux modes d'action dans la politique de l'emploi et du travail** (appels à projets, obligations de négociation).

Enfin, la question du **dialogue social** sera abordée sous l'angle de la représentativité patronale et de l'évaluation de la réforme de la représentativité syndicale.

## Méthode de travail

Le programme du Centre d'analyse stratégique pour l'année 2011 a été bâti autour d'une interrogation centrale : **comment renforcer durablement la croissance de notre économie au service de l'emploi, et cela dans un contexte de ressources publiques rares ?**

L'identification des thématiques de travail du Centre s'inscrit dans l'ambition d'offrir la meilleure valeur ajoutée possible par rapport aux organismes de recherche et aux administrations centrales : nous privilégierons donc d'une part, dans l'exécution de nos travaux, une approche par **comparaisons internationales** ("*Benchmarking*", avec l'appui, notamment, de la DG Trésor et du réseau diplomatique et consulaire). Ce point n'est pas nouveau, même si l'approche est sans doute aujourd'hui plus systématique. D'autre part, nous **renforcerons encore les collaborations entre les départements du Centre** (pluridisciplinarité à l'origine d'une large part de cette valeur ajoutée citée plus haut), tout en **associant plus étroitement des équipes universitaires** au processus : il pourra s'agir de partenariats entre les départements du Centre et telle ou telle équipe ; il pourra s'agir aussi de commandes passées par le CAS, grâce aux crédits d'études dont il est doté, notamment pour aborder des domaines dans lesquels nos ressources purement internes ne seraient pas adaptées ou suffisantes. Le Centre d'analyse stratégique souhaite en effet se positionner de façon encore plus centrale dans l'expertise technique et le débat public et, plus largement, la production des idées, pour remplir plus efficacement sa mission de conseil du Gouvernement.

## PROGRAMME DE TRAVAIL 2011



Dans cet esprit, une série de **colloques internationaux** rythmeront l'année, en collaboration le plus souvent avec des administrations, des universités et centres de recherche français et étrangers ou des fondations internationales (partenariats notamment avec l'Allemagne, le Canada, la Chine, la Grande-Bretagne). Seront abordés entre autres : l'enseignement supérieur et la recherche (*L'Université dans le monde*, juin), le dialogue social (*Les évolutions du dialogue social*, décembre), la croissance après la crise (*La croissance de demain*, septembre), la transition écologique (*Comment accomplir la transition vers un monde plus "durable"*, fin d'année).

Nous ne rentrerons pas ici dans le détail de la façon dont chacun des axes programmatiques (détaillés ci-après) sera porté à la connaissance du public. Il s'agira des productions "classiques" du CAS, et notamment nos publications, dont la formule vient de connaître une refonte importante : les "notes d'analyse" (ou de synthèse, lorsqu'elles accompagnent un rapport) et les "rapports et documents", ou les actes consécutifs à un colloque, ou bien encore les documents de travail (disponibles seulement sur Internet) qui constituent des "*working papers*" préalables à l'organisation d'un séminaire de travail.

Enfin, le Centre se dotera d'un nouveau site Internet au cours du premier semestre.

## Développement durable

### LE PROGRAMME DE TRAVAIL 2011 DU DÉPARTEMENT DÉVELOPPEMENT DURABLE SE PROPOSE D'EXPLORER QUATRE PISTES PRINCIPALES :

- ▶ celle de l'évolution possible des négociations climatiques mondiales ;
- ▶ celle des technologies à développer demain pour assurer à notre pays un *leadership* dans les domaines d'avenir, et notamment les *green-* et *cleantech* ;
- ▶ celle des régulations à mettre en œuvre pour s'inscrire dans un mode durable de développement ;
- ▶ enfin, celle des évolutions souhaitables de nos comportements.

Un colloque international sera organisé en fin d'année sur la transition vers un monde plus "durable" et plus équitable.

#### ■ L'évolution des négociations climatiques

Le processus climatique mondial semble aujourd'hui s'engager sur une voie comparable par certains aspects aux "rounds" de négociations du type OMC. Dans ce cadre, le département consacrera son travail sur l'année 2011 à :

- ▶ une analyse des résultats de la conférence sur le climat de Cancun dans la perspective de la préparation de celle de Durban en fin d'année ;
- ▶ un état des lieux de la stratégie des États-Unis en matière de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre (GES) : la montée en puissance de l'Agence américaine de l'Environnement, l'EPA, se vérifiera-t-elle dans les faits ?
- ▶ l'actualité, en France et chez nos voisins, dans le contexte post-crise, de l'engagement européen de réduction de 20 % des émissions de GES d'ici à 2020 (30 % en cas d'efforts comparables des autres pays développés) ;
- ▶ dans le prolongement de nos travaux sur les marchés du carbone, une réflexion sur le devenir des mécanismes de flexibilité et l'identification des marchés de quotas de CO<sub>2</sub> auxquels l'Union européenne devrait relier son propre marché ;
- ▶ dans la suite du rapport sur les cessions d'actifs agricoles dans les pays en voie de développement, un point sur l'avancée des négociations internationales visant à réguler ces opérations.



## ■ Les technologies et les investissements de demain

Dans le double contexte de la compétition mondiale et de la lutte contre le réchauffement climatique, on le sait, la capacité d'innovation technologique constitue l'un des moteurs d'une croissance à la fois soutenue et durable : quelles seront les technologies de demain ? Le second axe de travail du département Développement durable s'efforcera de présenter des éléments de réponse :

- ▶ le **TGV français** est-il encore compétitif, dans un contexte de montée en puissance impressionnante de la Chine, y compris sur les marchés à l'export ?
- ▶ quel est l'**avenir du véhicule décarboné** (réalités physique et économique, stratégie des constructeurs, stratégie des pays) ?
- ▶ que recouvre réellement la notion de **smart grid**, réseau électrique "intelligent" supposé permettre une évolution des comportements vers une meilleure maîtrise des consommations ? Comment peut-on encourager nos champions nationaux à emprunter cette voie ?
- ▶ l'**avenir et les objectifs** (y compris dans ses applications terrestres liées au développement durable) de l'**industrie spatiale européenne**, dans le nouveau contexte de compétences partagées issues du Traité de Lisbonne ;
- ▶ la "Galaxie Gutenberg" est en passe de connaître des transformations majeures : **quid de l'écrit (édition, presse) à l'heure du numérique** – modèle économique, indépendance culturelle et informationnelle de la France, question du stockage des données numérisées et du rôle nouveau qui sera dévolu aux bibliothèques... Cette étude sera menée en collaboration avec le Département Questions sociales et le Centre national du Livre ;
- ▶ dans une approche à long terme, nous tenterons d'identifier les **secteurs industriels clefs du développement durable de demain** et les atouts majeurs de la France dans ce domaine (énergie – avec un accent particulier sur le devenir du nucléaire et le financement du secteur de la production électrique –, bâtiment, transport) ;
- ▶ nous mènerons un exercice de **prospective technologique** : identification des secteurs clefs de l'innovation technologique et de la croissance à 10, 20 ou 30 ans (nanotechnologies, biologie synthétique, etc.) ;

- ▶ comment débattre sereinement, à la lumière des récentes expériences (notamment sur les nanotechnologies), des technologies et innovations émergentes : quels sont les principes qui doivent nous guider dans l'organisation des concertations permettant d'encadrer le développement de ces technologies ? Comment les conduire de manière plus efficace et réellement participative ?
- ▶ enfin, nous proposerons un point d'étape sur les gaz dits "non conventionnels" (*shale gas*) et les réserves mondiales de pétrole.

#### ■ Les instruments et régulations économiques

Dans le processus de transition énergétique, un certain nombre d'outils économiques peuvent être utilisés pour donner des signaux prix aux utilisateurs (taxes, marchés de quotas d'émissions), réguler un secteur ou des ressources rares, ou encore évaluer le bien-fondé des projets envisagés. Notre objectif est de dresser un état des lieux aussi complet que possible de la question :

- ▶ compte tenu de la décision du Conseil constitutionnel d'annuler l'article de loi relatif à la contribution climat énergie, quelles sont les solutions permettant d'envisager la mise en place d'outils économiques révélant le prix de l'externalité carbone ?
- ▶ identification (et pistes d'évolution) des aides et subventions nuisibles à la biodiversité ;
- ▶ sur la base d'une identification des minerais et terres rares (y compris ressources marines) qui pourraient venir à manquer dans les prochaines années, quelles stratégies pourraient être mises en œuvre pour gérer au mieux cette ressource ?
- ▶ quelles sont les conditions du déploiement géographique d'un réseau numérique à très haut débit : sur la base d'une analyse des modèles économiques développés dans d'autres pays, on se posera la question de la répartition de la valeur ajoutée, du modèle à privilégier et des outils économiques à créer ;
- ▶ quelles seront les conséquences prévisibles de l'ouverture à la concurrence, dans le cadre européen, des lignes de voyageurs (lignes internationales puis dans un second temps ensemble du réseau) ?





- ▶ comment mettre en place une **organisation européenne du fret ferroviaire** (développement de la concurrence ? partenariats des acteurs en présence ?)
- ▶ enfin, nous procéderons à une actualisation des **méthodologies d'évaluation socioéconomique des infrastructures de transport**.

## ■ **L'évolution des comportements**

Aujourd'hui, alors que 80 % des Français se disent conscients des menaces qui pèsent sur la planète, seuls 20 % tiennent compte des exigences du développement durable au moment de l'acte d'achat : manifestement, l'évolution des comportements constitue une piste intéressante de progrès vers un monde plus durable :

- ▶ comment progresser concrètement vers de **nouvelles mobilités en milieu rural et périurbain** (les collectivités seront associées à ces travaux) ?
- ▶ à partir de l'étude de systèmes innovants de gestion des **ressources en eau** mis en place dans un certain nombre de pays, une réflexion sera menée sur la meilleure façon d'utiliser cette ressource déjà rare ;
- ▶ dans une perspective là encore internationale (secteur électrique californien, ...), une réflexion sera menée sur l'apport des sciences comportementales dans les politiques de développement durable (les "*green nudges*").

## Économie - Finances

### LE PROGRAMME DU DÉPARTEMENT ÉCONOMIE - FINANCES SERA ORGANISÉ AUTOUR DE TROIS GRANDS AXES :

- ▶ la question de la croissance en situation d'après crise ;
- ▶ les enjeux de la politique macro-économique ;
- ▶ les questions liées à la réglementation, aux incitations et à la fiscalité optimale.

#### ■ Croissance, offre, structure de production

##### Secteurs stratégiques pour la croissance :

- ▶ colloque international "La croissance de demain" : alors que la crise a renforcé les doutes sur la capacité des économies développées à suivre un sentier de croissance soutenable, vigoureux et riche en emplois, les choix d'investissement publics et privés opérés dans la période de l'après crise seront décisifs. Ce colloque, organisé en septembre, sera l'occasion d'identifier les moteurs de la croissance future et d'orienter les arbitrages de politique économique aptes à renforcer la croissance potentielle en France et en Europe ;
- ▶ exercice annuel de projection à moyen terme des "secteurs porteurs" : dans la continuité d'un premier exercice en 2010, il s'agira, en coproduction avec le Département Travail Emploi, de donner un éclairage sur l'évolution prévisible des différents secteurs et donc sur l'emploi : quelles sont, notamment, les tendances perceptibles des secteurs identifiés comme gisements d'emplois (services, filières "vertes", emplois cognitifs...) ? Comment les arbitrages en matière d'externalisation de la production en France ou à l'étranger affectent-ils la dynamique des secteurs à moyen terme ? Nous présenterons de nouvelles projections d'emplois et des propositions en matière de politique de l'emploi ;
- ▶ quels arbitrages en matière de politique industrielle ? La crise, à travers les divers plans nationaux de relance et dispositifs de soutien à la R&D, a redonné une pertinence à l'idée de politique industrielle : aujourd'hui, alors que le temps n'est plus aux "grands programmes" planifiés et bénéficiant d'une concentration de moyens, il faut néanmoins repenser cette politique, en mettant au cœur des préoccupations l'émergence de secteurs à forte intensité technologique ou de connaissance. Nous tenterons d'une part de définir les modalités de sélection et d'évaluation des investissements d'avenir par l'État, et étudierons d'autre part l'équilibre entre industrie et services dans les politiques industrielles menées dans les pays de l'OCDE. Enfin, nous nous pencherons sur les modalités d'évaluation du volet industriel des investissements du Commissariat Général à l'Investissement. Pour compléter cette réflexion, un colloque international sera organisé avec la Fondation Konrad Adenauer. Il sera consacré à une comparaison des performances des entreprises allemandes et françaises en matière d'innovation (Mittelstand / ETI) et à une évaluation de la portée des politiques publiques en la matière dans les

# PROGRAMME DE TRAVAIL 2011



deux pays (“stratégie high-tech” en Allemagne, dépenses d’avenir encadrées par le CGI et crédit impôt recherche en France) ;

- ▶ comment renforcer la “**chaîne de l’amorçage**” (des *business angels* au capital investissement) après la crise : quelles incitations mettre en place pour développer les sources de financement du capital amorçage et une industrie du capital risque pérenne (accroissement des montants accordés ; question de la fiscalité : doit-elle agir à l’“entrée” ou à la “sortie” des investisseurs) ? Quelles marges de manœuvre pour dépasser les fragmentations nationales et développer un marché à l’échelle européenne ? Comment organiser des “fonds de fonds” européens ?
- ▶ quel est le **bilan des pôles de compétitivité** en matière de création et de croissance d’entreprises, d’emplois, d’attraction de filiales étrangères et de performance à l’exportation (en collaboration avec la DATAR) ?

## **Internationalisation et compétitivité des entreprises :**

Alors même que la France est le deuxième investisseur mondial à l’international, l’internationalisation des entreprises est souvent analysée, dans notre pays, principalement sous le prisme des délocalisations, réelles ou supposées. Un état des lieux de la réalité de l’internationalisation – accompagné d’une mise en perspective des problèmes, mais aussi des atouts qu’elle permet de faire valoir –, est donc nécessaire :

- ▶ **déploiement des entreprises françaises à l’international** : quelles sont les retombées directes et indirectes de l’internationalisation des entreprises sur l’activité en France (croissance et emploi) ? Quelle influence a-t-elle sur la qualification des emplois des entreprises qui s’implantent à l’étranger et sur leur rentabilité ? Un exercice de **cartographie de l’internationalisation des entreprises** (complémentaire du tableau de bord de l’attractivité produit par le CAS et l’Agence Française pour les Investissements internationaux, qui sera mis à jour) fournira une information complémentaire. Par ailleurs, nous mènerons une **comparaison des stratégies d’internationalisation des grands groupes** en France (implantation directe sur les marchés porteurs) et en Allemagne (“économie de bazar”) ;
- ▶ **Investissements directs à l’étranger (IDE) et transferts de technologie** : un colloque international, organisé en partenariat avec l’université Jiaotong de Shanghai, permettra d’apporter aux décideurs en France un **éclairage plus précis sur les positions chinoises en matière de flux de capitaux (y compris franco-chinois) et de stratégies d’internationalisation de la R&D**. La question de la coopération technologique sera abordée à travers l’enjeu décisif des **transferts de technologies “propres”,** notamment en direction des pays émergents (quelles stratégies coopératives pourraient être conduites à l’échelle mondiale en matière de propriété intellectuelle) ? Ces travaux seront menés en collaboration avec le Département Développement durable ;

- ▶ quel est le positionnement de la France en termes de compétitivité coût et de spécialisation sur les **marchés porteurs à l'export**, en sortie de crise (en partenariat avec Ubifrance) ?
- ▶ nous organiserons enfin un colloque sur la France et l'Europe face au défi des "grands émergents" (Chine, Inde), en collaboration avec la Fondation Friedrich Ebert.

### ■ **Financement public et privé de l'économie, politique macro-économique**

Nos travaux sur ce thème s'inscriront naturellement dans le calendrier des événements internationaux de l'année, G8 et G20, dans lesquels la France a en 2011 un rôle majeur à jouer. Pour l'aborder, nous privilégierons trois angles :

#### **Financement international :**

La crise financière a révélé les faiblesses des systèmes financiers américain et européen. Des réformes structurelles sont mises en œuvre (loi Dodd-Frank, Bâle III, paquet supervision financière européen) et induisent des changements importants, y compris pour des secteurs jusqu'ici peu régulés. Le Département s'attachera à analyser les objectifs des différents acteurs, évaluera les impacts macroéconomiques des réformes et proposera le cas échéant des pistes d'amélioration.

#### **Policy mix :**

Cet enjeu concerne l'amélioration de la coordination des instruments de politique publique, le réglage de la consolidation budgétaire face au risque déflationniste, et enfin, par delà les seules politiques de consolidation, la mise en place de mécanismes de gestion des risques pesant sur les bilans publics :

- ▶ **les interactions entre politiques budgétaire et monétaire en sortie de crise** : dans une situation de forts déficits publics et de pilotage monétaire non conventionnel (par exemple achat direct de titres publics), comment les instruments budgétaires et monétaires doivent-ils être utilisés pour consolider la reprise dans le contexte européen ? Quel impact sur la croissance d'un retrait progressif de ces mesures exceptionnelles ?
- ▶ **les conséquences des crises bancaires sur le bilan des institutions publiques** (administrations publiques et Banques centrales), aux États-Unis et en zone euro. Ce travail, qui nous amènera à tenter de définir un concept de soutenabilité des finances publiques apte à mieux prendre en compte l'ensemble des bilans publics, y compris les "dettes cachées", sera mené conjointement avec le CEPII ;
- ▶ **examen de la maîtrise des finances locales** : évolution, comparaison avec l'État, pistes pour améliorer leur régulation macro-économique.



## **Efficacité des dépenses publiques :**

Pour éclairer cet enjeu, le département :

- ▶ s'interrogera sur les conditions de possibilité d'un **gouvernement économique européen** en sortie de crise : comment définir des principes de surveillance garantissant la soutenabilité financière de la zone euro et la stabilité des changes ? Quels objectifs pour un "pacte de convergence réel" à moyen terme en Europe ? Enfin, comment faire avancer concrètement, à plus long terme, un budget "fédéral" renforcé (cela peut passer notamment par des accords bilatéraux ou multilatéraux de mutualisation de certaines dépenses européennes. Ce dernier exercice s'accompagnera de la mise à jour de notre tableau de bord des dépenses publiques européennes) ;
- ▶ élaborera un exercice de comparaison internationale et de prospective sur la **place de la fonction publique dans la société** : quelles conséquences pour l'usager de l'évolution des modes de gestion publique et d'un moindre degré d'administration ; quelles modalités d'organisation et de financement de certains services d'utilité collective ? Cet exercice débouchera en fin d'année sur l'organisation d'une rencontre de prospective sur les nouveaux acteurs du service public.

## ■ **Incidations, réglementation et fiscalité optimale**

### **Pistes de réforme la fiscalité :**

Au cours du premier semestre, il s'agira dans un premier temps de comparer la fiscalité des entreprises et du patrimoine en France et chez un certain nombre de nos partenaires (notamment Allemagne, Royaume-Uni, États-Unis), puis de préciser la rationalité économique des différents instruments fiscaux. Pour ce faire, seront pris en compte d'une part la concurrence fiscale entre les pays pour attirer talents et entreprises, d'autre part l'objectif de financement équitable du budget de l'État dans un contexte de consolidation budgétaire et de lutte contre les inégalités.

### **Marchés des biens et des services :**

Le secteur de la distribution recèle un potentiel de croissance important. Des évolutions législatives récentes dans le secteur de la distribution, qui assouplissent un certain nombre de contraintes réglementaires sur les grandes surfaces, ainsi que l'évolution des pratiques d'ouverture des magasins, fourniront l'occasion d'un premier état des lieux. La forte concentration, en France, des centrales d'achat fera également l'objet d'un examen.

### **"Open Data" (transparence des données) :**

Nous consacrerons un groupe de travail à l'amélioration de la transparence et de la disponibilité des données statistiques françaises (dont chacun s'accorde à reconnaître qu'elles font partie des plus fiables au monde) en direction du public comme entre les administrations. L'efficacité de l'action publique dans son ensemble gagnerait en effet à une meilleure visualisation et une plus grande transparence des données.

## Questions sociales

### LE PROGRAMME DU DÉPARTEMENT QUESTIONS SOCIALES SERA ORGANISÉ AUTOUR DE DEUX GRANDS AXES :

- ▶ l'évolution des politiques publiques ;
- ▶ la question du lien social et du "vivre ensemble"

#### ■ Risque social et politiques publiques

La famille :

**Comment traduire concrètement l'orientation de notre modèle social vers l'"investissement social" ?**

Cette question sera abordée sous quatre angles :

- ▶ la question de l'accueil du jeune enfant (conciliation entre l'objectif quantitatif et l'impératif qualitatif), dans une perspective internationale. Un colloque sur le sujet sera organisé au second semestre ;
- ▶ la compensation des charges familiales liées à l'enfant : analyse de la cohérence des différents dispositifs (allocations familiales, quotient familial, allocation rentrée scolaire, etc.) ;
- ▶ comment aider les parents à être de "meilleurs" parents : l'intervention publique en la matière est historiquement ciblée sur les familles identifiées comme étant "à problème". On assiste à une attente croissante de nombreux parents en matière d'accompagnements innovants (question de l'autorité, des pratiques addictives des jeunes). Cette thématique est donc devenue une véritable question de société, en lien naturellement avec la question de la "génération pivot" ;
- ▶ les recompositions familiales, qui ont une action considérable sur la structure même de notre société. Quelles sont les conséquences en termes de pouvoir d'achat et de logement ? Imposent-elles de repenser les politiques publiques afférentes (droits sociaux et fiscaux) ? Les politiques publiques sont-elles neutres vis-à-vis des choix individuels ? Une approche internationale sera ici privilégiée (incluant la question des couples binationaux).

Ces travaux seront conclus, en fin d'année, par une réflexion sur l'impact de notre modèle de politique familiale sur la démographie française.



## **La santé :**

**Dans un contexte d'évolutions récentes, en France et à l'étranger, le fil directeur que nous suivrons ici sera le suivant : quel sera le visage de l'offre de soins dans 10 ans ?**

Nous approcherons la problématique sous deux angles :

- ▶ **les évolutions technologiques**, qui offrent de nouvelles perspectives en matière de télé-santé et d'implication du patient dans la "coproduction" de soins ;
- ▶ **les évolutions dans l'organisation de l'offre de soins**. "Boutiques" de santé, évolution des prérogatives du personnel non soignant, automédication, articulation entre la ville, l'hôpital et le domicile : quelle sera l'organisation future de la production des soins entre ce qui relèvera du malade, de l'offre privée, de la réponse publique ? "Qui" soignera, "comment" et "où" ? Comment réorganiser de manière optimale les filières de soins ?

## **La dépendance :**

C'est un chantier majeur annoncé par le Président de la République pour 2011. Au cours du premier semestre, nous nous attacherons donc à étudier :

- ▶ L'approche de la **prise en charge du risque dépendance dans un certain nombre de pays européens** (financement, organisation, aide aux aidants) ;
- ▶ **les métiers de la dépendance** : attractivité des métiers de la dépendance et émergence de nouveaux métiers ("gestionnaires de cas") ;
- ▶ Enfin, un colloque consacré à la question de la dépendance dans une perspective internationale sera organisé en collaboration avec la Fondation Konrad Adenauer.

### L'éducation<sup>(1)</sup> :

En matière d'éducation les études porteront sur les points suivants :

- ▶ **le système éducatif** : dans une logique de comparaison internationale fondée notamment sur les conclusions de l'enquête Pisa, analyse de l'organisation du système éducatif (ministère, services déconcentrés, collectivités), de l'autonomie des établissements, ainsi que du métier d'enseignant (organisation des équipes, autonomie pédagogique, missions) ;
- ▶ **l'apprentissage des langues** : apport d'expériences étrangères, technologies de l'information, pédagogies plus actives et participatives, apprentissage précoce.

#### ■ Lien social et “vivre ensemble”

- ▶ **la diversité** : “*Color blindness*” versus “*color consciousness*” ? Dans le contexte français républicain, et au prisme des expériences étrangères, quels dispositifs pourraient permettre de garantir l'égalité effective entre les individus, quelle que soit leur origine ? Quels sont les leviers d'une meilleure intégration des populations d'origine étrangère ?
- ▶ **la politique de la ville** : dans un contexte où les politiques ciblées (rénovation urbaine, ZEP, etc.) font l'objet de critiques, quelle sera la politique de la ville pour demain ? Dans une perspective internationale (éclairage, notamment, des dispositifs innovants de politique urbaine aux États-Unis), il s'agira de déterminer les modes d'action les plus efficaces : dispersion des habitants, organisation du “retour” des classes moyennes, promotion “sur place” des habitants ?
- ▶ **la cohésion sociale** : dispositifs de prévention précoce, approches collectives du travail social, participation des habitants, développement de l'entrepreneuriat social, nouveaux outils de financement de l'innovation sociale (exemple des politiques menées aux États-Unis ou en Grande-Bretagne) – autant de sujets qui permettront d'éclairer la problématique de manière originale ;

[1] Le Département Questions sociales traitera de l'enseignement primaire et secondaire et le Département Travail Emploi du supérieur.



## PROGRAMME DE TRAVAIL 2011



- ▶ **l'égalité réelle des genres**, en lien avec l'organisation du travail (conciliation vie professionnelle / vie familiale, fonctionnement de l'entreprise) ;
- ▶ **le sport et les politiques sociales** : comment développer la pratique quotidienne des Français ?
- ▶ **l'utilisation des neurosciences** dans le cadre de procédures judiciaires ("neuro-droit") : perspectives scientifiques, légales et éthiques ;
- ▶ **le bénévolat** : un point sera établi sur les pratiques innovantes permettant de favoriser l'engagement bénévole sans en institutionnaliser la pratique (congés spécifiques au sein de certaines entreprises, valorisation des compétences, intégration dans des cursus de formation, etc.) ;
- ▶ **la contraception** : évaluation et perspectives des dispositifs relatifs à la contraception, la France étant l'un des pays de l'OCDE où le recours à l'avortement est le plus fréquent.

## LE PROGRAMME DU DÉPARTEMENT TRAVAIL - EMPLOI S'ORGANISERA AUTOUR DE SIX AXES STRUCTURANTS :

### ■ Le travail et l'emploi demain, éléments de cadrage prospectifs

- ▶ Le groupe de travail sur le travail et l'emploi dans 20 ans, lancé en 2010, mettra en débat ses premières conclusions lors d'un séminaire au premier trimestre, suivi par la publication d'un rapport ;
- ▶ **Prospective des métiers et des qualifications (PMQ IV)** : l'année 2011 permettra de poursuivre les travaux sur des projections d'emplois par métiers et de départs en fin de carrière (les conclusions définitives seront rendues en 2012). Dans ce cadre seront abordées la question de la mobilité des seniors, celle du marché du travail des femmes et celle de l'immigration et des métiers en tension. Seront également produits des travaux sur le marché du travail des jeunes à l'horizon 2020. L'année sera également ponctuée par l'actualisation de la note annuelle sur les métiers, et par le lancement de travaux d'appui méthodologique à la prospective régionale et à la prospective sectorielle.

### ■ Le marché du travail en France : éclairage sur quelques problématiques structurelles

- ▶ **Salaires et coût du travail** : formation des salaires en France (quelle influence de la crise ? Quels scénarios d'évolution des salaires et du partage de la valeur ajoutée ?), exonérations générales de charges (où en est-on du débat et des propositions sur le sujet ?), pratiques de rémunération en Europe (quels sont les déterminants des différentes stratégies salariales ? Quels sont leur efficacité respective en termes de productivité et leurs effets sur les inégalités salariales ?) ;
- ▶ **le contrat de travail** : approche par les comparaisons internationales (existe-t-il des pays dotés de dispositifs de type "contrat unique" ou contrat à droits progressifs, "pré-recrutement", ou autres types de contrats de travail innovants ?) ;
- ▶ **la dualité / segmentation du marché du travail** : il s'agira ici d'affiner l'analyse qui consiste à observer le marché du travail sous l'angle de la seule dualité CDD / CDI, et de déplacer le regard pour mieux appréhender la réalité de la segmentation qualitative entre demandeurs d'emploi et salariés – où est en effet le vrai clivage ? La dualité CDD / CDI n'est-elle qu'une étape dans l'insertion des jeunes, ou un problème ayant des effets durables ? Est-ce le bon critère pour mesurer la qualité de l'emploi ?



- ▶ **l'insertion professionnelle des jeunes diplômés** : quels sont les instruments facilitant la transition étude / emploi (cumul emploi-études, prêt étudiant, bourses CIFRE, pré-recrutement contre engagement à rester dans l'entreprise... ) ?
- ▶ **l'emploi des seniors**, analysé sous l'angle de la mobilité professionnelle, dans une perspective internationale (quelles sont les caractéristiques dominantes de la mobilité professionnelle des seniors ? Quels sont les différents types de marché du travail chez les seniors selon les métiers et les secteurs d'activité ?) ;
- ▶ **les effets d'hystérèse** en France : alors que l'économie française est souvent qualifiée de peu "résiliente", il s'agira d'apprécier l'impact de la crise, *via* le marché du travail, sur les inégalités et la pauvreté, et de proposer une typologie complète des risques liés à l'emploi en sortie de crise (non-emploi, sous-emploi, déqualification...). L'objectif poursuivi sera également de réfléchir, dans une perspective de long terme, à la contribution de la politique de l'emploi à la lutte contre la pauvreté ;
- ▶ **l'accompagnement des demandeurs d'emploi** : une comparaison internationale (approche systémique et mise en lumière de pratiques innovantes dans d'autres pays).

## ■ De nouveaux modes d'action dans la politique de l'emploi et du travail

Dans un double contexte de contrainte budgétaire (contexte immédiat, mais durable) et de probables pénuries de main d'œuvre à venir dans de nombreux secteurs, il s'agira de réfléchir à de nouvelles manières de bâtir les politiques de l'emploi et du travail. Deux exemples :

- ▶ la méthode de l'"**appel à projets**" dans les politiques de l'emploi : y a-t-il un intérêt à s'inspirer de cette méthode "*bottom up*", bien connue dans d'autres domaines (recherche, aide au développement, etc.), dans le champ de l'emploi ? Sur quels sujets, selon quelles modalités et à quelles conditions ?
- ▶ l'analyse et l'évaluation des "**obligations de négocier**" – notamment les expériences récentes : mesures seniors, mécanisme de conditionnalité des exonérations de charges à la négociation salariale, obligation triennale de négociation sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC), etc.

### ■ “Crise du travail”, “crise du management” : comment en sortir ?

Il s’agit ici d’identifier les nouveaux enjeux dans le domaine des conditions de travail :

- ▶ les pratiques “socialement responsables”, notamment en matière de ressources humaines, et la performance économique de l’entreprise ;
- ▶ l’influence des **changements technologiques et organisationnels** sur le mode de gestion des ressources humaines (construction des compétences, formation et mobilité interne et externe) dans l’**administration publique**. Un colloque sur ce sujet sera organisé en collaboration avec l’École nationale de l’administration publique (ENAP, Canada) ;
- ▶ les **TIC et les conditions de travail** ;
- ▶ les **entreprises et les risques psychosociaux** ;
- ▶ **conditions de travail et sous-traitance** (selon les secteurs d’activité ou l’intensité de la sous-traitance) : quel impact de l’externalisation sur les conditions de travail et la qualité des emplois (notamment en fonction du positionnement sur la chaîne de valeur) ?

### ■ Dialogue social, négociation sociale

Cette question sera abordée sous l’angle :

- ▶ de la **représentativité patronale** ;
- ▶ de la réforme de la **représentativité syndicale** (notamment : quels effets de la mise en œuvre du principe majoritaire ?).

Un colloque sera consacré aux évolutions du dialogue social à la fin du premier semestre.

### ■ Formation professionnelle - Enseignement supérieur

L’ensemble des travaux dans ce domaine, décrits ci-après, nourriront notre réflexion pour l’organisation d’un colloque international sur “l’Université dans le monde” : comment améliorer les relations entre la sphère universitaire et de recherche, les entreprises et le domaine de la décision publique ?



Nous apporterons au cours de l'année des éléments de réponse aux questions suivantes :

- ▶ comment la question de l'**apprentissage** est-elle abordée en France et en Europe (notamment en Allemagne) ?
- ▶ l'accès des adultes à la formation professionnelle (notamment, quels sont les effets du Droit Individuel à la Formation et de la réforme de 2009 ?) ;
- ▶ l'offre de **formation professionnelle dans l'enseignement supérieur** en France, dans une approche comparative (OCDE) : poids et évolution de l'offre, place de l'Université dans ce processus, équilibre entre formations générales et formations professionnelles, etc. ;
- ▶ les **services rendus aux étudiants** par les universités à l'étranger et les enseignements à en tirer en France (accueil et orientation, vie étudiante, aide à l'insertion professionnelle des jeunes diplômés) ;
- ▶ **recrutement, affectation et évaluation des enseignants du supérieur** : une comparaison internationale ;
- ▶ dans un contexte de concurrence mondiale pour l'attractivité de la main d'œuvre qualifiée, comment parvenir d'une part à **attirer la migration qualifiée**, d'autre part à limiter ou à tirer le meilleur parti de l'**expatriation** des diplômés du supérieur ?

## Questions transversales

### ■ Logement

Plusieurs départements du Centre d'analyse stratégique mèneront des travaux sur les conditions de l'amélioration de l'accès au logement, dans un contexte de hausse continue depuis 20 ans de ce poste dans le budget des ménages et d'accélération prévisible du vieillissement de la population :

- ▶ analyse de la situation : comment expliquer la hausse du prix du logement, et comment les ménages s'y sont-ils adaptés ? Assiste-t-on à la formation d'une "bulle immobilière" ?
- ▶ le logement social en France et en Europe : analyse des différentes conceptions du logement social en Europe (financement, populations, modes d'attribution), et de l'influence du droit communautaire de la concurrence sur les politiques conduites par les États membres. Ce sujet donnera lieu à un colloque organisé en collaboration avec SciencesPo et la Délégation interministérielle pour l'hébergement et l'accès au logement ;
- ▶ quelles pistes pour faciliter l'accès au logement des ménages à bas et moyens revenus (efficacité de la production publique de logements ; conditions d'accès au logement ; clarification des objectifs de mixité et des moyens pour les atteindre) ?
- ▶ l'accession sociale à la propriété : alors que le prêt à taux 0 (PTZ) va devenir le principal outil de politique publique en faveur de l'accession à la propriété, l'évaluation de l'ancienne formule du PTZ permettra de tirer des enseignements utiles pour estimer les avantages du nouveau dispositif et proposer d'éventuelles améliorations ;
- ▶ logement et vieillissement de la population : comment agir non seulement sur le flux, mais également sur le stock de logements, pour adapter l'offre aux nouveaux besoins (notamment perte d'autonomie) ?

## PROGRAMME DE TRAVAIL 2011



### ■ Relations internationales :

parallèlement aux nombreux colloques internationaux organisés sous l'égide du Centre cette année, le Groupe d'analyse de la mondialisation (GAM) proposera quatre événements :

- ▶ Monnaies, taux de change et mondialisation ;
- ▶ La zone euro dans la mondialisation ;
- ▶ Matières premières, métaux rares, ressources énergétiques : impact de la mondialisation sur l'offre et la volatilité des prix ;
- ▶ Le modèle social européen dans la mondialisation.

### ■ Exploitation des résultats du modèle multinational macro-sectoriel NEMESIS (analyse des politiques économiques structurelles dans différents domaines).

Plus d'infos sur [www.strategie.gouv.fr](http://www.strategie.gouv.fr)

■ **Contacts :**

**Vincent Chriqui**, Directeur général  
[vincent.chriqui@strategie.gouv.fr](mailto:vincent.chriqui@strategie.gouv.fr)  
Tél : 01 42 75 60 25

**Pierre-François Mourier**, Directeur général adjoint  
[pierre-francois.mourier@strategie.gouv.fr](mailto:pierre-francois.mourier@strategie.gouv.fr)  
Tél : 01 42 75 61 17

■ **Contact Presse :**

**Jean-Michel Roullé**, Responsable de la Communication  
[jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr](mailto:jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr)  
Tél : 01 42 75 61 37 - Port. : 06 46 55 38 38

Le Centre d'analyse stratégique est une institution d'expertise et d'aide à la décision placée auprès du Premier ministre. Il a pour mission d'éclairer le gouvernement dans la définition et la mise en œuvre de ses orientations stratégiques en matière économique, sociale, environnementale et technologique. Il préfigure, à la demande du Premier ministre, les principales réformes gouvernementales. Il mène par ailleurs, de sa propre initiative, des études et analyses dans le cadre d'un programme de travail annuel. Il s'appuie sur un comité d'orientation qui comprend onze membres, dont deux députés et deux sénateurs et un membre du Conseil économique, social et environnemental. Il travaille en réseau avec les principaux conseils d'expertise et de concertation placés auprès du Premier ministre : le Conseil d'analyse économique, le Conseil d'analyse de la société, le Conseil d'orientation pour l'emploi, le Conseil d'orientation des retraites, le Haut Conseil à l'intégration.